

115 milliards de dirhams à investir l'année prochaine

Les EEP projettent d'investir plus de 114,9 milliards de dirhams en 2015 et tablent sur un chiffre d'affaires de pas moins de 205,2 milliards de dirhams, en hausse de 4,5% par rapport à 2014.

Les établissements et entreprises publics (EEP) prévoient d'investir plus de 114,9 milliards de dirhams en 2015. Soit 3% de moins qu'en 2014 avec un niveau estimé de plus de 118 milliards. Motif : le retour de l'investissement du groupe OCP à des niveaux jugés «normaux», soit 24 milliards de dirhams l'année prochaine, après le pic enregistré en 2014 (29,5 milliards), explique la Direction générale des EEP dans le rapport qui accompagne le projet de loi de Finances 2015. Sur la période 1999-2013, les investissements des EEP ont progressé à un rythme moyen dépassant les 12% par an frôlant ainsi les 80 milliards de dirhams à fin 2013, contre à peine 18 milliards en 1999. «Grâce à ces investissements, le pays s'est doté d'atouts indéniables en termes d'infrastructures étendues et de services de qualité ayant contribué à la satisfaction des besoins des citoyens et à l'attrait des investisseurs d'une part, et qui ont rehaussé l'image du Maroc auprès de la communauté économique et financière internationale, d'autre part», relève les Finances.

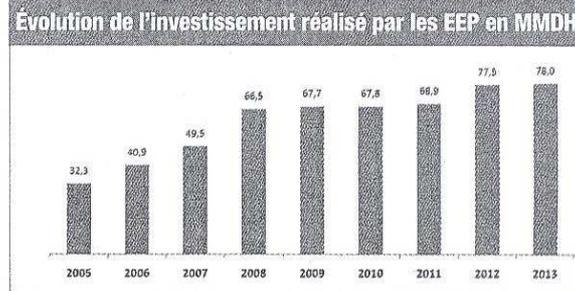
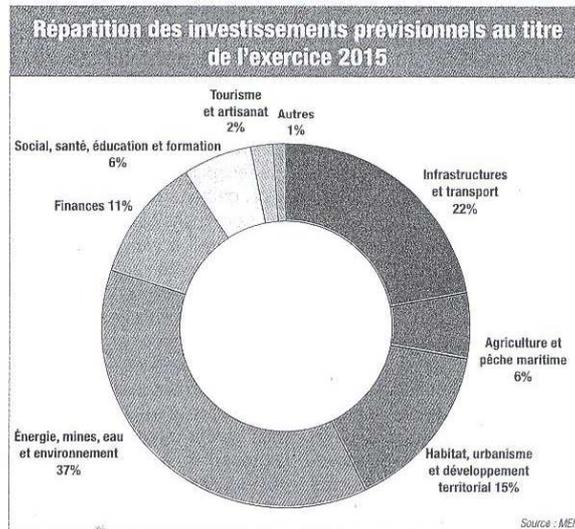
Selon les prévisions des services de Mohamed Boussaid, les EEP devraient engranger, l'année prochaine, 205,2 milliards de dirhams de chiffre d'affaires, en progression de 4,5% par rapport à l'exercice 2014. Cette performance devrait résulter essentiellement de l'amélioration prévue du chiffre d'affaires de l'Office national de l'eau et de l'électricité (ONEE) (+3,4 milliards de DH), de Royal Air Maroc, RAM (+1,1 milliard) et de la Caisse marocaine des retraites, CMR (+1,1 milliard).

En outre, les établissements et entreprises publics généreraient, en 2015, une valeur ajoutée de 69,4 milliards de dirhams, en hausse de 4% par rapport à l'exercice en cours. Et ce sont l'ONEE (15%), RAM (25%) et Autoroutes du Maroc (ADM) (19%) qui devraient tirer cette performance. Rappel : en 2013, la valeur ajoutée des EEP s'est affaïssée de 8,8% passant de 79,5 milliards de dirhams en 2012 à 72,5 milliards l'année suivante. Raison essentielle : le recul de la valeur ajoutée générée par le géant phosphatier, laquelle est passée de 27,9 milliards de DH en 2012 à 19,7 milliards en 2013, suite à la baisse de la demande

et des prix de phosphates. Selon les probabilités de clôture des Finances, la valeur ajoutée devrait s'établir cette année à 66,7 milliards de dirhams, en recul de 8% par rapport à l'exercice précédent. En 2013, le chiffre d'affaires des EEP avait baissé de 4,8% (190,1 milliards de DH) par rapport à l'exercice précédent. En cause, la régression du chiffre d'affaires du groupe OCP qui représente à lui seul 25% du secteur des EEP (-21% avec 46,9 milliards de DH contre 59,4 milliards en 2012). Les Finances précisent que près de 80% du CA est le fait d'un groupe d'EEP, parmi lesquels figurent le groupe phosphatier, l'ONEE (27,8 MMDH, en stabilité par rapport à 2012) et RAM (13,4 MMDH en léger recul de 3,7%).

196,4 milliards de DH de CA cette année

Pour l'exercice en cours, les probabilités de clôture font ressortir un chiffre d'affaires de 196,4 milliards de dirhams, en progression de 3% par rapport à 2013. Cette progression s'explique essentiellement par une hausse du CA de l'ONEE (+9% avec 30,3 milliards de DH), la CMR (+24% avec 27,9 milliards), des Régies de distribution (+9% avec 7,5 milliards), de l'ONCF (+1% avec 3,8 milliards), de l'ONDA (+5% avec 3,1 milliards) et ADM (+2% avec 2,2 milliards). Le département des Finances affirme que cette performance devrait être enregistrée en dépit du fait que le groupe OCP, qui pèse 22% de CA global des EEP, connaîtra un recul de son chiffre d'affaires de 7% pour atteindre 43,5 milliards de dirhams. Il faut savoir qu'en 2013, le résultat net des EEP a accusé une baisse de 22% (10,5 milliards), contre 13,5 milliards en 2012. Les résultats nets bénéficiaires s'élevaient à 15,8 milliards, contre 19,9 milliards une année auparavant, tandis que le total des résultats nets déficitaires s'est amélioré pour atteindre 5,3 milliards. En 2015, l'État compte mettre en



Actifs des EEP : 1.115 milliards de DH en 2015

Selon les prévisions des Finances, le total des actifs des EEP devrait afficher une progression de 2,2% en 2015, soit 1.115 milliards de dirhams. Dans le détail, les actifs de l'ONCF devraient s'améliorer de 9,9 milliards, ceux de la société ADM de 2,3 milliards, de l'ONEE de 1,6 milliard et du groupe Al Omrane de 1,2 milliard. Notons qu'à fin 2013, le total des actifs des EEP s'élevait à 1.065 milliards de dirhams. Ils ont marqué une appréciation de 6,4% par rapport à l'année précédente.

Cette augmentation aura concerné la quasi-totalité des EEP. Précisons que plus de 60% des actifs sont le fait de six entités ayant toutes dépassé, individuellement, les 75 milliards d'actifs. Il s'agit notamment de la CDG, l'ONEE, l'OCP, la CMR, la CNSS et le CAM (Crédit Agricole du Maroc). Les prévisions de clôture pour 2014 font ressortir une augmentation du total des actifs de 2% par rapport à l'exercice 2013 en passant de 1.065 milliards de dirhams à 1.091 milliards.

place un dispositif juridique, institutionnel et procédural de gestion active du portefeuille public. Ses missions : assurer un meilleur pilotage du portefeuille public dans le cadre d'une approche globale et intégrée d'optimisation et de rationalisation de ce portefeuille. «Le but est de sauvegarder les intérêts patrimoniaux des EEP, de renforcer le leadership de ces organismes dans les domaines stratégiques, de développer davantage leurs effets sur la compétitivité de l'économie nationale et d'améliorer leur gouvernance», détaillent les Finances. À noter qu'à fin août dernier, le portefeuille public se compose de 243 établissements publics opérant, notamment dans les

infrastructures, l'agriculture, la santé, l'éducation, l'urbanisme et la distribution d'eau et d'électricité. Sans oublier 42 entreprises publiques à participation directe du Trésor dominées majoritairement (35 unités, soit 83%) par des sociétés d'État de grande importance, dont le groupe OCP, le holding Al Omrane, ADM, Barid Al Maghrib, CAM, MASEN et RAM. Par ailleurs, 17 sociétés relèvent directement des collectivités territoriales. Certains des EEP détiennent des filiales ou des participations au nombre total de 437 entités, dont 229 sont détenues majoritairement par l'État (participation publique directe et indirecte supérieure à 50%). ♦

Saïd Naoumi